

RECHERCHE ET EXPLOITATION MINIÈRES

Vers davantage de professionnalisation

La professionnalisation de la recherche et de l'exploitation minières doit être développée. «Notre ambition est d'intégrer les opérateurs dans la profession minière», a assuré hier le président du conseil d'administration de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM). S'exprimant à l'issue de la 41<sup>e</sup> session d'adjudication de titres d'exploration, Hocine Anane a estimé que la professionnalisation constitue justement un des objectifs de la nouvelle loi sur les mines, déjà adoptée par l'Assemblée populaire nationale et en voie d'être avalisée par le Conseil de la Nation.

Chérif Bennaceur- Alger (Le Soir) - Une professionnalisation nécessaire, dans la mesure où l'activité minière est une «activité très spécifique» et qui doit s'opérer dans de bonnes conditions, considère le président de l'ANPM. Auparavant, Hocine Anane avait indiqué que 1 980 titres miniers (de prospection, recherche et exploitation) ont été retirés en 2013, dans le cadre de l'assainissement opéré depuis 2010, année durant laquelle 2 360 titres avaient été retirés.

Opéré avec la collaboration de l'Agence nationale de géologie et de contrôle minier (ANGCM), cet assainissement se poursuivra selon le président de l'ANPM.

Ceci dans le but de vérifier si les cahiers de charges sont respectés, si les sites attribués sont effectivement explorés ou exploités et de remettre les gîtes miniers inexploités en adjudication. «Les titres que

nous attribuons ne (sont) que des droits d'exercer», rappelle M. Anane qui précise que l'activité d'exploration doit s'opérer dans de bonnes conditions techniques et économiques, en vue d'une «récupération optimale de ce que recèle le gisement» et dans la mesure où la préservation, la conservation du gisement est la

finalité.

En ce sens, l'on observe que la sélection des opérateurs miniers dépend de leurs capacités techniques et financières. Des conditions qui ne sont pas toujours réunies. Ainsi, la 41<sup>e</sup> session d'adjudication, qui porte sur 26 sites de substances minérales industrielles (calcaires, argiles, gypse et grès), situés dans 15 wilayas, a été clôturée hier, par l'attribution seulement de 17 titres d'exploration minière. Certes, quatre-vingt-quatorze offres techniques avaient été soumises le 8 janvier dernier, parmi lesquelles 69 avaient été déclarées recevables.

Après instruction, douze offres techniques ont été rejetées et 57 offres ont été acceptées



Photo : DR

pour la phase financière. Néanmoins, l'ANPM n'a reçu hier, et uniquement pour 15 sites, que 35 offres financières dont 16 ont été agréées et une offre

acceptée avec réserves. Ainsi, plusieurs investisseurs n'ont pas présenté d'offres notamment pour insuffisance ou absence de capacités financières.

Cela étant, dix-sept titres ont été attribués hier, générant des recettes de 814,367 millions de dinars pour le Trésor.

Notons que les quatre adjudications opérées en 2013 dont la 41<sup>e</sup> et qui ont vu l'attribution de 47 titres, ont généré des recettes de l'ordre de 6 milliards de dinars (exactement 6,4 milliards de dinars). Ce qui représente quasiment la moitié des recettes générées par l'ensemble des adjudications opérées par l'ANPM, relève Hocine Anane.

C. B.

TERRES RARES

Il y a des indices en Algérie, indique le président de l'ANPM

L'Algérie disposerait de terres rares, des substances à l'aspect métallique et utilisables notamment dans les produits de haute technologie. «Nous avons des indices» de la présence de ces métaux, notamment dans le sud du pays, indique le président de l'Agence nationale du patrimoine minier (ANPM). Un potentiel en scandium, yttrium ou cérium notamment qu'il s'agit toutefois de bien évaluer et de bien valoriser à terme. Notons, ce faisant, que le développement de ces substances, qui sont classées comme des métaux stratégiques pourrait être boosté à la faveur de la nouvelle loi sur les

mines. A charge cependant d'une bonne gestion des risques environnementaux, liés à l'industrie d'extraction et de raffinage des terres rares, une intégration réfléchie dans l'économie nationale et par-delà mondiale. Notons que ces terres rares sont présentes dans différents endroits du globe, même si la Chine en détient un quasi-monopole de production. Notons par ailleurs, que de nouveaux sites de substances minérales métalliques, à visée industrielle, pourraient être mis en évidence et valorisés à la faveur de cette nouvelle loi minière.

C. B.